

Les casseroles du président

Article rédigé par *Liberté politique*, le 21 avril 2023

L'allocution présidentielle du 17 avril était censée incarner un nouveau point de départ pour le président ; elle ne constitue que la suite d'un guignol un peu long, qui ne prendra fin que dans quatre ans. Singeant les Cent-Jours de Napoléon, le président s'est cru philosophe. Il récolte, au cours de ses pérégrinations dans le pays, la monnaie de sa pièce.

Des mots, toujours des mots

Au début de la crise sanitaire, le président de la république avait assené sa formule : « *nous sommes en guerre* ». Lundi 17 avril, il nous a gratifié d'une devise en trois mots : travail, ordre, progrès. La devise brésilienne, le travail en plus mais le soleil en moins. L'intervention télévisuelle du président a agacé des oppositions déjà excédées par l'arrogance d'Emmanuel Macron. En se donnant cent jours, le président a également voulu marcher dans les pas de l'Empereur, oubliant probablement la fin tragique de cet épisode (qui au moins avait le mérite d'un certain panache). La comparaison s'arrête là et le chef de l'État semble plus méfiant des champs de bataille que son illustre aîné. À Ganges, dans l'Hérault, un arrêté préfectoral a été pris pour interdire les dispositifs sonores portatifs, c'est-à-dire les casseroles !

En jouant sa partition de mots et de slogans, le président ne trompe plus personne si ce n'est une base électorale solide mais vieillissante et réduite. Loin du niveau d'impopularité de François Hollande à la fin de son unique mandat, Emmanuel Macron est néanmoins au plus bas depuis sa réélection.

Elisabeth Borne direction Sainte-Hélène

Le choix de se donner cent jours est étonnant et tardif. D'ordinaire, il est admis que si un président veut appliquer son programme, il doit le faire durant les cent premiers jours de son mandat. Emmanuel Macron, lui, a attendu de passer d'une cote de popularité de 43 % au lendemain de son élection à un niveau inférieur à 30 % en avril. Un calcul étrange pour un politicien qui ne manque habituellement pas de flair et qui semble ne pouvoir s'expliquer que par un manque d'humilité crasse et une déconnexion du pays.

S'il est très peu probable que l'équipe gouvernementale en place redresse la barre d'ici trois mois, le président ne sera pas pour autant menacé. L'échéance de ces cent jours arrivera en plein mois de juillet, période peu propice aux manifestations et aux mouvements sociaux. L'échec prévisible dans la recherche d'un second souffle pourra aussi permettre au président de se débarrasser du Premier ministre Borne qu'il n'a jamais apprécié.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique

21/04/2023 01:00